

# LUTTE DE CLASSE

**Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS**

OCTOBRE 1966.

## ÇA RECOMMENCE !

Il semble probable que l'année 66-67 va ressembler comme une soeur aux années précédentes. En effet, le cycle rituel des grèves de 24 heures par roulement a démarré et ce sont les travailleurs de la RATP qui ont l'honneur d'être les premiers à l'inaugurer. Depuis 6 ou 7 ans, les syndicats renouvellent avec un égal succès ces journées dites "d'action" où chaque catégorie de travailleurs fait grève au signal donné, en ignorant pourquoi on le fait ce jour-là alors que d'autres travailleurs, avec les mêmes revendications, débrayeront la semaine suivante.

Cette année, l'objectif de la grève à la R.A.T.P. est l'amélioration des conditions de travail; il est difficile de croire que cette légitime revendication n'est pas aussi celle des cheminots qui pourtant auront eu entre temps leur "journée d'action", et celle aussi de bien d'autres travailleurs dont la vie est bouleversée par des horaires abrutissants. Or, comme les années précédentes, la R.A.T.P. puis la S.N.C.F., encore la R.A.T.P. et peut-être ensuite

les postiers ou l'E.D.F., enfin la métallurgie puis sans doute la fonction publique, auront leur journée de grève à eux tout seuls. Il s'en est même fallu de peu, cette fois, pour que métro et bus se soient arrêtés des jours différents.

Les travailleurs, eux, paraissent se désintéresser de la question: disciplinés, ils font grève le jour prévu par les bonzes syndicaux, puis tout rendent dans l'ordre jusqu'à la prochaine fois.

Que conclure de cette attitude? Bien sûr, rares sont les travailleurs qui pensent que les syndicats veulent abattre le capitalisme. Par contre, beaucoup d'entre eux expliquent leur obéissance passive aux mots d'ordre syndicaux en prétendant que les bureaucrates sont les seuls à pouvoir leur obtenir quelques avantages, améliorations de leurs salaires ou de leurs conditions de travail.

Ces travailleurs oublient que les capitalistes fixent une fois pour toutes la part du gâteau qu'ils jugent possible de nous octroyer, en général

4 ou 4,5% par an. Ils n'en font pas mystère, au contraire. L'indispensable modernisation des usines, la nécessaire concentration du capital exigent que nous nous serrions la ceinture. Aussi, font-ils tout pour nous convaincre, en nous menaçant des pires catastrophes au cas où nous serions trop gourmands.

Dans ces conditions, croire que les syndicats, reconnus, légalisés, entretenus par le capitalisme, ont pour rôle d'aider les travailleurs, c'est être bien naïf et c'est aussi avoir la mémoire bien courte. Car tout le cirque monté par les syndicats et répété tous les ans a un tout autre but. Il s'agit, au contraire, d'empêcher les travailleurs de lutter efficacement. Pour cela, canaliser leur volonté de lutte par des grèves fractionnées et inoffensives mais répétées jusqu'à épuisement du mécontentement. Depuis des années, ce programme fonctionne correctement pour le plus grand profit du capitalisme. Parfois, les travailleurs, lassés d'être menés en bateau, bousculent cette routine et engagent une lutte dure, comme les mineurs en 63; là, pas de grève de solidarité, pas même de 24 heures. On laisse les mineurs se battre seuls et 2 mois après, lorsque tout est terminé, le cirque recommence. Grâce à cette savante tactique, non seulement les travailleurs n'obtiennent rien de plus que les miettes octroyées par les capitalistes, mais surtout, ceux-ci peuvent ainsi espérer les exploiter à perpétuité.

De leur côté, les bonzes prouvent qu'ils sont indispensables puisque les travailleurs leur font confiance, donc que leur place dans la société capitaliste est nécessaire. Cette collaboration de classe, les dirigeants de la société l'apprécient à son juste prix: DESCAMPS, Secrétaire Général de la C.F.D.T. vient, après beaucoup d'autres, d'en recevoir le salaire: Conseiller d'Etat en mission extraordinaire. Voilà une

sinécure grassement payée. Quant à la mission extraordinaire, de quoi peut-il donc s'agir?

Malgré le sabotage de la lutte de classe par les syndicats, il arrive que la volonté de lutte d'une catégorie de travailleurs soit telle qu'elle menace d'être un exemple pour toute la classe ouvrière. Alors, les capitalistes se résignent à satisfaire les revendications particulières que les bureaucrates attribuent toujours à leur seul génie.

Il n'est pas possible de savoir combien d'années seront encore nécessaires aux travailleurs pour manifester leur volonté de lutte en s'organisant eux-mêmes en dehors des boutiques syndicales.

Mais, dès maintenant, les travailleurs conscients peuvent aider leurs camarades. Suivant les conditions dans lesquelles ils sont placés et la conscience de classe des travailleurs concernés, il est possible, ou bien d'utiliser ces grèves répétées et inefficaces pour expliquer le rôle des syndicats et proposer de s'organiser en comités de lutte par exemple, ou bien de refuser les consignes syndicales en expliquant que les travailleurs ne sont pas des moutons et qu'ils sont capables eux-mêmes d'organiser leurs propres luttes.

!-----!  
 !Pour ceux qui font semblant de s'in- !  
 !téresser à l'origine de nos ressour- !  
 !ces, précisons que le coût de ce bul- !  
 !letin (environ 50 francs) est très !  
 !facilement couvert par les versements !  
 !des militants et sympathisants du !  
 !G.L.A.T. !  
 !En effet, contrairement aux syndicats, !  
 !et autres organisations bureaucрати- !  
 !ques, nous ne touchons ni ne sollici- !  
 !tons aucune subvention de la part des !  
 !capitalistes ou de leur Etat. !  
 !-----!

!-----!

# une usine modèle

Personne, aujourd'hui, ne pense plus sérieusement que le but fondamental du service militaire soit de préparer les jeunes travailleurs à faire face à un "éventuel" conflit". Seize mois passés dans une caserne suffisent pour révéler à chacun que l'armée est, essentiellement, un vaste instrument de conditionnement de la jeunesse. Dans la mesure où la bourgeoisie resserre de plus en plus durement son exploitation, il est logique de la voir donner des formes nouvelles à ses instruments d'oppression. Ainsi, tandis que le capitalisme "reconvertit" les secteurs industriels peu rentables, on assiste de même, aujourd'hui, à une reconversion de la machine militaire dans le sens d'un rendement accru. Telle est la signification fondamentale d'une "réforme" lentement élaborée par les scouts de choc qui animèrent les comités "ARMÉE-JEUNESSE" et annoncée aujourd'hui avec les battements de tambour de rigueur.

Assurément, l'importance de la réforme ne réside pas dans les quelques tours de passe-passe opérés sur le vocabulaire. Si l'expression "homme du rang" remplace le terme "homme de troupe", sans doute devenu trop injurieux, rappelons-nous que les mots eux-aussi sont au service des exploitateurs et que, de toutes façons, la situation de l'appelé restera fondamentalement la même, puisqu'avant tout on lui demande l'obéissance, c'est-à-dire, précise-t-on, un "concours actif et sans défaillance apporté au chef par le subordonné". Le rapport est toujours celui du maître et de l'esclave.

L'importance de la réforme n'est pas non plus dans les quelques mesures "libérales" annoncées à grand fracas. Car on se demande bien quels sont les appelés qui gardaient, une fois rentrés chez eux, leur tenue militaire. D'autant que les soldats se sont bien vite aperçus que si on allait leur laisser porter la tenue civile pendant leurs permissions, il était en revanche déjà question de leur couper les cheveux plus à ras, afin de les reconnaître.

Il est, par contre, d'autres "améliorations" qui valent qu'on s'y arrête un peu: c'est ainsi que les chefs peuvent désormais être punis s'ils accomplissent des actes jugés illégaux, tandis qu'on a mis l'accent sur les responsabilités, les loisirs et les récompenses accordés aux subordonnés.

Qu'on se garde bien de croire, à ce propos, que les capitalistes auraient soudain été pris d'une crise de douce philanthropie: il s'est agi avant tout de faire de l'armée une entreprise rentable, en l'adaptant aux nécessités nouvelles de la technique, et l'on s'est bien gardé de demander son avis au 2ème classe.

En fait, s'il est maintenant question de punir les mauvais chefs, c'est sans doute que l'on s'est paerçu qu'ils étaient finalement plus nuisibles qu'utiles - vieilles badernes inadaptées dépassées par l'évolution technique et faisant trop de tort au mythe de la bonne armée moderne et dynamique.

Quant à humaniser (sic) les lois de la guerre, cela ne coûte pas très cher quand on n'envisage pas sérieusement l'éventualité d'un conflit et que l'armée est avant tout devenue un organe de répression intérieure.

De même, donner quelques responsabilités à des appelés qui, au sortir de leur formation professionnelle, sont mieux qualifiés que les porteurs de galon, va évidemment dans le sens de la rentabilité. L'industrie privée, on le sait, ne procède pas autrement - avouant d'ailleurs par là, indirectement, que les travailleurs seraient beaucoup mieux qualifiés que ceux qui les exploitent pour prendre en main les appareils de production.

Si l'on octroie par ailleurs quelques permissions supplémentaires et quelques loisirs - évidemment dirigés - c'est aussi tout bonnement parce que la production s'en trouve accrue. Le nouveau règlement ne le cache d'ailleurs pas, où l'on lit en toutes lettres que " la détente est le complément indispensable du travail dont elle améliore la qualité et le rendement ". Gardons cette phrase en mémoire et rappelons-nous que nos congés payés ne sont pas non plus un cadeau, mais un minimum nécessaire au maintien - et à l'augmentation - de la productivité.

Quant au perfectionnement de tout un système de fayotage "individualisé" sous forme de récompenses pour les bons et de punitions pour les vilains, chacun sait bien quel usage en fait le patronat pour essayer de diviser les travailleurs.

L'armée, on le voit, se modernise - et ne se libéralise pas pour autant. Elle est devenue un instrument d'oppression et de production plus efficace et plus rationnel qui révèle en même temps le rôle néfaste qui peut être celui de l'instruction, de la culture et des loisirs dans le système capitaliste. Certaines bonnes âmes, croyant peut-être sincèrement à une libéralisation de l'armée, ont cru pouvoir affirmer que le passage de la vie civile à la vie militaire se ferait aujourd'hui moins douloureusement. Ils ne croyaient pas si bien dire. L'armée, qui est le premier instrument d'oppression de la classe dominante, nous révèle plus clairement que jamais qu'aujourd'hui c'est la vie entière qui est militarisée.

-----  
A RAPPROCHER DES GREVES R.A.T.P.

Les chauffeurs-receveurs lillois viennent de reprendre le travail après un mois de grève.

La C.G.T., syndicat unique, demandait 45 heures payées 48, l'horaire hebdomadaire étant de 48 heures. La direction a lâché: durée moyenne du temps de conduite réduite chaque jour de 7 minutes trente secondes à partir du 1er juillet 1967 et de 3 minutes au 1er janvier 1968.

L'accord final prévoit d'autre part que les chauffeurs reconnus physiquement inaptes à la conduite seront reclassés dans l'entreprise sous réserve d'avoir atteint 45 ans d'âge et 20 ans de services ininterrompus.

Quant à des revendications chères aux grévistes comme le non-paiement des amendes et la limitation de l'étalement des congés " elles feront " l'objet d'une nouvelle négociation en vue d'aboutir à un accord dans un " délai d'un mois " !

On appréciera l'humour de ceux qui ont estimé que les grévistes avaient obtenu partiellement satisfaction tant sur la diminution du temps de travail que sur la garantie de l'emploi.....

La défaite des chauffeurs-receveurs lillois est grave car ils avaient pourtant dépassé le stade des gré-grèves en luttant un mois et mené leur mouvement d'une façon apparemment démocratique (bien que nous n'ayons pas d'information directe sur ce point). C'est, semble-t-il en effet, une assemblée réunissant la presque totalité du personnel qui a voté la reprise du travail par 145 voix contre 48, alors que les travailleurs de cette branche sont en tout 210.

Il est certain que le problème qui se pose au niveau atteint par les chauffeurs-receveurs lillois est celui de l'élargissement de la lutte. Personne ne peut incriminer la division syndicale puisqu'il n'y avait qu'un syndicat unique: la C.G.T. Mais, au fait, cette centrale qui revendique des millions d'adhérents ne pouvait donc pas organiser la moindre grève de solidarité, tant parmi les travailleurs lillois que parmi les chauffeurs d'autres villes?

Non certes, comme il est expliqué dans le premier article de ce bulletin. Mais il appartenait alors aux grévistes de déléguer certains de leurs camarades, contre l'avis de la C.G.T. s'il le fallait, pour contacter les travailleurs d'autres boîtes ou d'autres villes.

Sans doute est-il facile de donner des conseils lorsqu'on est loin de la lutte. Nous ne prétendons pas faire la morale aux conducteurs d'autobus lillois. Nous essayons de comprendre pourquoi ils ont été battus afin de faire moins d'erreurs la prochaine fois.

De cette grève, deux conclusions opposées peuvent être tirées. Les uns diront sans doute: une grève longue n'apporte pas de meilleurs résultats qu'une grève de 24 heures; il n'y a donc rien à faire. Pour notre part, nous pensons que les conducteurs-receveurs ont fait un pas en avant et que s'il y a une leçon à tirer de leur lutte c'est qu'il ne faut pas se laisser enfermer dans les limites d'une entreprise comme essaient de nous y contraindre les patrons et les dirigeants syndicaux.

-----  
" LUTTE DE CLASSE " est distribué tous les mois à la porte de l'usine, mais tu ne le reçois pas toujours, vu les changements d'équipe ou d'horaire. Pour le recevoir régulièrement par la poste (gratuitement) demandes-le en écrivant à l'adresse indiquée au dos de cette feuille.  
-----

## **Camarade qui as lu ce bulletin,**

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploités d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

**Mais c'est en vain aussi que partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ».** En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de chefsillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impulsantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

## **Nous disons donc :**

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploités.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

**Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)**

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : **Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX<sup>e</sup>.**